



- **TVA:** la révision de la loi sur la TVA doit inciter l'administration fiscale à faire preuve de plus de pragmatisme PAGE 2
- **COOPÉRATION AVEC L'EUROPE DE L'EST:** un OUI clair est dans l'intérêt de notre économie PAGE 4
- **PERSPECTIVES ÉNERGÉTIQUES:** le Forum Perspectives énergétiques est rangé au placard sans résultats concrets PAGE 5

EDITORIAL

Nouveaux marchés - nouveaux accords

Après les élections américaines, les chances de reprise des négociations de l'OMC paraissent encore affaiblies. L'horizon temporel du cycle de Doha s'étend dès lors jusqu'en 2009 - 2010.



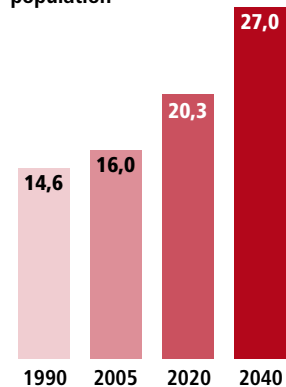
Rudolf Ramsauer, directeur

Dans l'intervalle, les relations commerciales internationales se concentreront sur le bilatéralisme.

L'UE, c'est nouveau, songe à conclure de nouveaux accords de libre-échange, avec l'Inde, la Corée, l'ASEAN ainsi que la Russie. La Suisse doit prendre en compte cette nouvelle donne et se créer une marge de négociation, dans le domaine agricole également. Elle doit adapter sa stratégie commerciale afin d'éviter que ses entreprises actives sur les importants marchés d'exportation ne se trouvent subitement défavorisées par rapport à la concurrence.

STATISTIQUES

Part des 65 ans et plus dans la population



Source: OFS



Telle la grenouille, la Confédération laisse gonfler ses dépenses

Une hausse des dépenses fédérales loin d'être endiguée

Malgré de bons résultats 2006, le gonflement des dépenses de la Confédération se poursuivra ces prochaines années. Seules des réformes structurelles sont susceptibles d'y remédier.

Avec un excédent prévu de 0,9 mio.fr., le budget 2007 de la Confédération dépasse les objectifs fixés dans le frein à l'endettement. Pour les années 2008-2010, il en ira de même: le plan financier prévoit des excédents croissants. Toutefois, un examen attentif révèle que l'évolution moyenne des dépenses sera nettement supérieure à la croissance économique entre 2008 et 2010.

10 milliards de dépenses supplémentaires

D'ici 2010, les dépenses s'inscriront en hausse de 10 milliards de francs par rapport à

2006. Tant les recettes que les dépenses augmenteront à un rythme nettement supérieur à la croissance économique pendant la période 2006-2010. La quote-part de l'Etat et la quote-part fiscale augmenteront. L'expansion de l'Etat fédéral se poursuit donc. Néanmoins, les recettes gonfleront plus que les dépenses, en raison de prévisions conjoncturelles optimistes et des hausses d'impôt prévues. Les projections financières prévoient certes des excédents, mais ils serviront à financer l'assainissement imminent et hors budget de déficits cumulés (caisses de pension de la Con-

fédération et des CFF, trafic routier, transition vers la RPT). On est donc loin d'amortir la dette. La hausse des dépenses se poursuit, notamment par les recettes affectées et les parts aux assurances sociales qui, en partie, doivent massivement augmenter, surtout dans le domaine de l'I. D'autres secteurs de tâches sont de facto écartés.

Du courage pour des finances durables
economiesuisse s'engage fermement pour mettre un terme aux dérives de politique financière

SUITE EN PAGE 2

Taxe à la valeur ajoutée: on progresse

La consultation sur la révision de la loi sur la TVA est imminente. Parallèlement, l'AFC réduit le formalisme. Les contrôles seront plus pragmatiques.

Le conseiller fédéral Hans-Rudolf Merz a présenté aux offices fédéraux un projet de révision complète de la loi sur la TVA, afin de lancer une consultation plus large au début de l'année prochaine. Dès que les documents seront disponibles, economiesuisse sollicitera l'avis de ses membres.

Réduction du formalisme

Sur le plan pratique, le Conseil fédéral a fait savoir qu'à compter du 1er juillet les vices de forme n'entraîneront plus de reprise d'impôt si la Confédération n'a pas subi de pertes de recettes.

Pour concrétiser cette mesure, l'AFC a publié une communication concernant la pratique à la fin octobre. Cette dernière précise surtout qu'il ne faut pas se montrer trop exigeant en ce qui concerne la preuve de l'absence de perte de recettes – preuve pouvant être fournie par l'AFC ou le contribuable. Le cas échéant, il suffit que la preuve



La révision de la loi doit insuffler un esprit plus pragmatique et réduire le formalisme

soit rendue vraisemblable ou qu'elle ressorte des circonstances.

Aspects matériels prioritaires

L'AFC fournit plusieurs exemples. Leur nombre laisse supposer que la directive du Conseil fédéral – selon laquelle les prescriptions relatives à la forme seront dorénavant secondaires par rapport aux circonstances matérielles – sera appliquée de manière large. L'AFC mentionne le domaine des affaires en contrepartie, où le vice de forme

concerne le déroulement de l'affaire elle-même et pas seulement les indications figurant sur la facture.

La communication de l'AFC a été élaborée en collaboration avec les milieux économiques. Elle constitue la base d'une application raisonnable de la TVA. Les milieux économiques attendent désormais de l'administration qu'elle applique cette nouvelle approche dans la pratique.

Pour toutes questions:

frank.marty@economiesuisse.ch

TRAFIC DE MARCHANDISES

Poursuivre la politique de transfert

Le Conseil fédéral a soumis récemment à consultation un nouveau projet de loi dans l'intention de maintenir la politique actuelle de transfert du trafic marchandises de la route au rail et de continuer de renforcer le trafic combiné. Après consultation de ses membres, economiesuisse s'est déclarée en principe d'accord avec la poursuite de la politique de transfert.

Toutefois, l'objectif visant à limiter les passages de camions à 650 000 n'est pas réaliste et devra être revu. Étant donné que la diminution du nombre de passages se traduira par une réduction du niveau des émissions, il est possible de renoncer à inscrire un objectif environnemental dans la loi. L'idée d'introduire une bourse de transit alpin a suscité des réactions controversées parmi nos membres. Malgré les nombreuses hésitations justifiées qui ont été exprimées, economiesuisse se rallie à la majorité de ses membres qui estiment que la Suisse doit tenter de négocier un accord avec l'UE, assorti toutefois de diverses réserves.

En ce qui concerne les subventions d'exploitation pour le trafic combiné, des mesures d'encouragement dégressives par unité transférée semblent judicieuses. En réduisant ces mesures d'encouragement de moitié, on compromettrait la rentabilité des NLFA, ce qui tendrait à ramener le trafic vers la route. Jusqu'à l'ouverture du chemin de fer de base du Gothard, le rail a besoin d'un soutien financier de l'ordre de grandeur actuel afin d'être en mesure d'affronter la concurrence de la route.

A titre de mesure la plus efficace pour renforcer le trafic marchandises sur le rail, economiesuisse demande une rapide libéralisation dans le domaine des chemins de fer, la réforme du prix des sillons et la promotion de l'interopérabilité à l'échelle européenne.

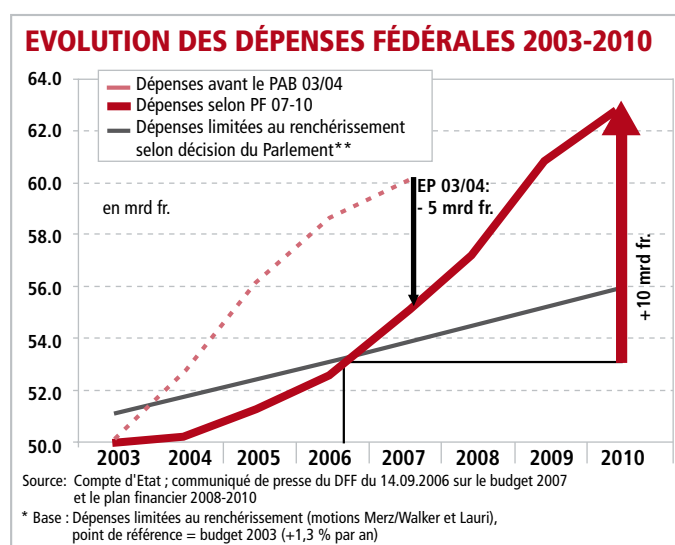
Pour toutes questions:

regina.hunziker@economiesuisse.ch

SUITE DE LA PAGE 1

des années 1990 et endiguer réellement la hausse des dépenses. C'est dans l'intérêt tant des contribuables que de l'ensemble de la place économique suisse. Il faut éviter aux générations actuelles et futures des charges supplémentaires, sous la forme de dettes ou de hausses d'impôts. Cet objectif n'est pas atteint dans le présent plan financier.

Aussi economiesuisse demande-t-elle au Conseil fédéral et au Parlement, tout particulièrement dans la perspective des élections de 2007, de faire preuve de courage et d'une plus grande discipline: il importe, dans la planification financière, de limiter l'augmentation des dépenses au renchérissement. Il s'agit de s'atteler aux réformes structurelles



qui s'imposent, surtout dans le domaine social dont les dépenses explosent. C'est le seul moyen d'atteindre l'objectif que le Parlement s'est fixé en adoptant la

motion Lauri lors de la session parlementaire de juin.

Pour toutes questions:

pascal.gentinetta@economiesuisse.ch

Réexamen des tâches (IV): le social comme seule vision ?

Si l'Etat souhaite conserver sa capacité d'action à long terme, il doit d'urgence assainir le social. Telle est la conclusion correcte du réexamen des tâches entrepris par le Conseil fédéral.

Sur le long terme, la Suisse a un problème structurel. L'Etat social coûte chaque jour un peu plus cher. L'explosion des coûts paraît sans fin. Avec pour résultat que d'autres groupes de tâches, comme les transports, la formation, la sécurité et l'agriculture sont de plus en plus la cible de programmes d'économie et devront céder du terrain. En l'absence de mesures correctrices, l'Etat suisse risque de n'être plus qu'un Etat social.

Une progression insidieuse

Cela fait quelque temps que le domaine social se développe aux dépens des autres groupes de tâches. Faute d'interventions pour modifier cette évolution, il continuera son expansion – imperceptiblement mais constamment. Si l'on examine l'évolution de l'ensemble des dépenses au niveau étatique, le tableau est très clair: en 1980, la Confédération, les cantons, les communes et les assurances sociales consacraient moins de 40% de leurs ressources à la prévoyance sociale. En 1990, ce groupe de

tâches représentait 45% des dépenses et aujourd'hui (chiffres de 2004) il engloutit plus de la moitié des ressources. Si la tendance se poursuit – ce qui n'est pas totalement irréaliste au vu de l'évolution démographique et des attentes croissantes envers l'Etat – la prévoyance sociale pourrait représenter jusqu'aux deux tiers de l'ensemble des dépenses d'ici à 2030. Il va de soi que, parallèlement, le corset financier se resserrera d'autant pour les autres groupes de tâches.

Maîtriser le social dans l'intérêt des autres tâches

Au niveau fédéral uniquement, le Conseil fédéral constate, dans le cadre du réexamen des tâches que «les charges supplémentaires à venir, en particulier dans le domaine des assurances sociales, menacent de réduire fortement la marge de manœuvre de politique financière. [...] En l'absence de mesures correctrices, la part des assurances sociales dans l'ensemble du budget devrait, sur la base des prévisions disponi-

bles, passer de 29% en 2008 à 40% en 2015».

Le social est la clef de finances publiques saines

Par conséquent, les autres groupes de tâches, comme la formation, la sécurité, les transports et l'agriculture, ont tout intérêt à ce que la progression des coûts dans le domaine social soit considérablement freinée. C'est à cette seule condition que l'Etat pourra garder sa capacité d'action dans les autres domaines. C'est aussi le seul moyen d'éviter que des postes budgétaires importants, qui jouent un rôle clef dans le cadre d'une politique visant la croissance, ne subissent (davantage) de pression. Si le Conseil fédéral souhaite sérieusement mettre la politique financière au service d'une politique de croissance, il devra s'atteler à réformer le domaine social dans ses efforts en vue de consolider les finances publiques.

Pour toutes questions:

pascal.gentinetta@economiesuisse.ch

PRIORITÉS DE NOS MEMBRES

L'INDUSTRIE CHIMIQUE ET PHARMACEUTIQUE

SGCI Chemie Pharma Schweiz est l'association faitière suisse de l'industrie chimique et pharmaceutique. Elle compte environ 180 entreprises membres dont la plupart sont actives dans la recherche, le développement, la fabrication et la vente de spécialités pharmaceutiques, de vitamines, de spécialités chimiques pour l'industrie, de produits phytosanitaires ainsi que d'arômes et de substances odoriférantes. Le point fort de cette industrie se situe au niveau des produits issus des «sciences de la vie». Plus de 95% de la production est exportée.

■ SGCI Chemie Pharma Schweiz s'engage pour que la Suisse devienne et reste le site de recherche et de production de référence au niveau mondial pour les entreprises de la branche. Cela implique d'améliorer les conditions-cadre de politique économique, de la pharmacie, de la protection de l'environnement, de la sécurité, des produits chimiques et des biotechnologies d'une manière propice à l'innovation et favorable aux entreprises.

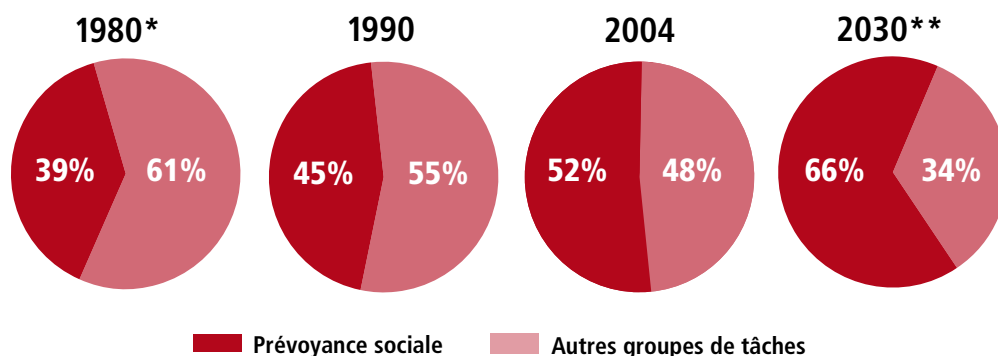
■ SGCI Chemie Pharma Schweiz s'engage pour que la Suisse occupe durablement une position de pointe dans la société mondiale du savoir. Cet objectif requiert de viser l'excellence dans tous les domaines et à tous les niveaux de la politique de la formation et de la recherche, de promouvoir la recherche par une protection internationale de premier ordre en matière de brevets et d'accélérer l'accès des nouveaux produits au marché.

■ SGCI Chemie Pharma Schweiz travaille en étroite collaboration avec les associations partenaires spécialisées au niveau national; elle coopère aussi intensément avec les associations de l'industrie chimique et pharmaceutique d'autres pays ainsi qu'avec des associations internationales de branche.

SGCI Chemie Pharma Schweiz a été créée en 1882 sous le nom de Société suisse des industries chimiques (SSIC). Elle représente les intérêts de ses entreprises membres vis-à-vis des autorités, des milieux politiques et des organisations internationales.

Informations supplémentaires:
www.sgci.ch

DÉPENSES CONSOLIDÉES DE LA CONFÉDÉRATION, DES CANTONS, DES COMMUNES ET DES ASSURANCES SOCIALES



Sources: AFF, Finances publiques en Suisse 2004; OFAS, Statistique des assurances sociales suisses 2006

*estimations propres; **estimations propres, selon la tendance 1990-2004

Coopération avec l'Europe de l'Est: le OUI de l'économie

Les associations économiques parlent à l'unisson: les avantages d'une contribution aux nouveaux pays de l'UE dépassent de loin son coût.

Confirmer la voie bilatérale par un nouveau OUI est indispensable le 26 novembre, ont déclaré les associations économiques lors d'une conférence de presse commune. Un refus populaire de la nouvelle loi fédérale sur la coopération avec les Etats d'Europe de l'Est compromettrait les échanges futurs avec l'Union européenne. Ueli Forster, président d'économiesuisse, a critiqué le référendum: «La voie bilatérale est le lieu le moins approprié qui soit pour pointer du doigt la politique financière». Le vice-président Patrick Odier a rappelé que «le développement actuel extraordinaire du commerce extérieur suisse doit beaucoup à l'excellente qualité des accords conclus avec l'UE». La contribution suisse est un investissement payant économiquement qui assure des emplois en Suisse, ont-ils assuré tous deux.

Bénéfice pour l'économie intérieure

Le référendum, lancé pour des motifs partisans, est irresponsa-



L'aide à l'Est - un investissement payant

ble. Et les référendaires se gardent bien de dire que cette contribution ne représentera une charge ni pour le budget de la Confédération, ni pour le contribuable.

Pour Edi Engelberg, président de l'USAM, la Suisse lancerait un mauvais signal en disant non: notre industrie d'exportation tire profit de la coopération avec l'Est et, par effet induit, le marché intérieur en bénéficie aussi énormément. Peter Grüschow, du comité de direction de Swiss-

mem, a souligné que la Suisse doit avoir sa part des retombées de cette contribution. Pour Fernando Dal Zotto, CEO de Trüb SA, il est évident que la Suisse tire un énorme bénéfice de l'essor économique des nouveaux pays de l'UE. L'Estonie, la Pologne et la Tchéquie ont notamment passé commande à son entreprise de cartes d'identité et de passeports.

Informations supplémentaires:
www.accords-bilateraux.ch

Financement de projets dans les pays en développement

Le bilan des journées d'information du 31 octobre et du 1er novembre est bon. L'exercice sera répété.

Pour les pays en développement ou sortant d'un conflit, l'essor du secteur privé local joue un rôle clé dans le développement économique. Des investisseurs étrangers apportent souvent leur soutien aux organisations privées et gouvernementales en assistant les entrepreneurs locaux dans la phase de démarrage ou de développement. Mais la difficulté à

financer les projets dans ces pays constitue fréquemment un obstacle insurmontable.

BHF (Business Humanitarian Forum), ICC Switzerland, SIFEM (Swiss Investment Fund for Emerging Market) et SOFI (Swiss Organisation for Facilitating Investments) ont donc présenté, le 31 octobre dernier à Zurich et le 1er novembre à Genève, leurs outils de finan-

cement ainsi que des projets concrets aux entreprises suisses souhaitant être actives dans ces pays. Des discussions bilatérales ont ensuite été organisées.

Les entreprises participantes ont jugé cette séance utile. ICC Switzerland a donc invité le BHF à renouveler l'expérience l'an prochain.

Pour toutes questions:
info@icc-switzerland.ch

LA COLONNE DE BRUXELLES

Législation chimique: dernière ligne droite

Le projet «Reach» fixe les conditions d'enregistrement et d'autorisation des substances chimiques qui sont produites ou importées dans l'UE. Ce règlement se trouve en seconde lecture au Parlement européen, et il pose de sérieux problèmes aux entreprises. En effet, pour les fabricants et les utilisateurs des quelque 30'000 substances concernées, les charges supplémentaires entraînées par son application se chiffrent à plusieurs milliards d'euros. De plus, la dernière mouture du projet entraînerait l'interdiction de certaines substances, même s'il n'existe pas de produit de substitution et qu'elles s'avèrent être intéressantes d'un point de vue socio-économique. Le projet est donc d'une importance considérable pour l'ensemble de l'économie du continent. C'est pourquoi l'UNICE, la Confédération des entreprises européennes, s'engage fortement dans le processus législatif pour faire adopter une législation plus pragmatique et plus attentive aux besoins des entreprises. Reach n'est pas anodin dans une perspective suisse non plus, pour



Florent Roduit,
délégué à
Bruxelles

trois raisons. D'abord, les enjeux commerciaux sont grands: les membres de SGCI Chemie Pharma Schweiz ont exporté dans l'UE en 2005 pour 54,7 milliards de francs. Ensuite, ces mêmes entreprises seront confrontées à des charges supplémentaires. Enfin, des adaptations du droit suisse relatif aux produits chimiques pourraient être nécessaires. C'est pourquoi economiesuisse salue vivement et soutient l'important travail de l'UNICE dans ce dossier.

Informations supplémentaires:
florent.rodut@economiesuisse.ch

Perspectives énergétiques

Après trois ans de travail, le Forum Perspectives énergétiques a mis un terme à ses activités à la fin octobre 2006. Il n'a pas produit de résultats exploitables.

Au lieu de se fixer comme objectif un approvisionnement en énergie bon marché, sûr et respectueux de l'environnement, on se retrouve avec une simple énumération de mesures sans cohérence.

L'administration fédérale avait entrepris l'examen des perspectives énergétiques dans le but louable de préparer des messages sur les besoins d'approvisionnement énergétique jusqu'en 2035/2050. La table ronde, autrement dit le Forum Perspectives énergétiques, devait débattre des résultats d'un grand nombre d'études scientifiques. Mais le DETEC l'a dissous avant qu'il ne fournisse ses conclusions. Ce n'était qu'à partir de là que le débat pouvait effectivement commencer.

Résultats intermédiaires détonants

Des résultats intermédiaires présentés ce printemps montraient



Le chemin vers un approvisionnement électrique sûr est encore dans le brouillard

qu'il faudrait multiplier le prix de l'énergie par deux au moins pour réduire la consommation. Se rapprocher de l'objectif de la « société à 2000 watts » exigerait des mesures encore plus drastiques. Les implications de ces choix seront exposées dans le rapport final promis par l'administration pour fin 2006. Quant au rapport publié par la présidente à fin octobre, il n'éclaire rien, mais en appelle au contraire à une multitude d'interventions étatiques.

Garder l'essentiel à l'oeil

Tout cela ne doit pas faire per-

dre de vue les risques réels, comme les goulets d'étranglement futurs qui menacent l'approvisionnement en électricité. La panne généralisée qui s'est produite en Europe début novembre a montré que les réseaux électriques européens sont susceptibles de subir des pannes et que les importations de courant sont moins fiables. Le temps de l'insouciance est révolu. Il est temps de poser les bases de décisions concrètes.

Pour toutes questions:

urs.naef@economiesuisse.ch

ÉCHANGES DE MARCHANDISES

Des allègements commerciaux pour faciliter les échanges

Les obstacles non tarifaires et les coûts des transactions commerciales ne facilitent pas, au contraire, les échanges internationaux de marchandises. L'efficacité du système douanier revêt donc une grande importance économique.

Aujourd'hui, ce ne sont plus tant les droits de douane qui entravent l'accès au marché, mais les obstacles non tarifaires et les coûts des transactions commerciales (formalités douanières, délais d'attente à la frontière, manque de transparence et de fiabilité des prescriptions). Et comme les chaînes d'approvisionnement sont de plus en plus internationales, ces obstacles pèsent d'un poids plus lourd que par le passé. Se-



Il faut réduire les coûts des transactions commerciales

lon les estimations de l'OCDE, ils peuvent représenter jusqu'à 15% des coûts des transactions. Une réduction de cette charge stimulerait les échanges et réduirait en outre l'incitation à la corruption et à la fraude. Les négociations de l'OMC sur les allègements commerciaux (Trade Facilitation) visent précisément cet objectif. C'est l'une des raisons pour lesquelles la suspension du Cycle de Doha est regrettable. La Suisse doit soutenir la reprise des négociations ; en outre, bien que notre système douanier soit bon en comparaison internationale, des améliorations pourraient encore être introduites sur une base autonome.

Pour toutes questions:

pete.r.flueckiger@economiesuisse.ch

TAXE SUR LE CO₂

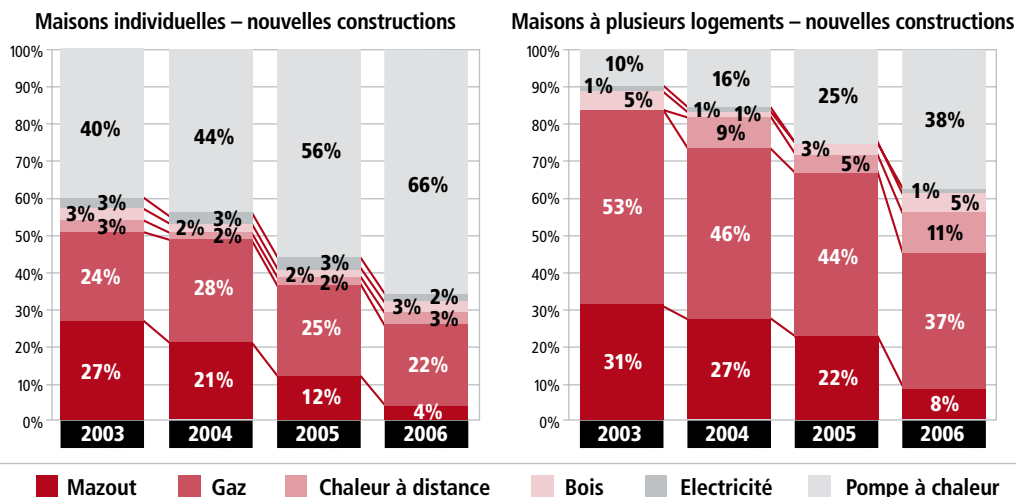
Le marché fonctionne sans l'Etat

De récentes enquêtes réalisées par la branche de l'immobilier révèlent des changements significatifs en l'espace de seulement quatre ans. Depuis la hausse des prix du pé-

trole, un nombre croissant d'investisseurs mise sur les pompes à chaleur. Ainsi, la part des nouvelles constructions équipées d'un système de chauffage fonctionnant avec des énergies fos-

siles a considérablement reculé. Les chiffres montrent que la taxe CO₂ sur les combustibles est inutile.

urs.naef@economiesuisse.ch



La caisse unique ne fera pas baisser la fièvre

L'initiative populaire qui exige la création d'une caisse unique financée par des primes en fonction du revenu sera soumise à votation le 11 mars 2007.

De combien de caisses maladie la Suisse a-t-elle besoin? « Le Mouvement populaire des familles » est d'avis qu'une seule caisse suffit pour toute la Suisse. C'est ce qu'il réclame dans son initiative populaire « Pour une caisse unique et sociale ». Le PS et les Verts soutiennent l'idée.

L'initiative veut bouleverser le système de l'assurance maladie. Alors qu'il existe à l'heure actuelle plus de 80 caisses maladie privées, l'initiative propose que tous les habitants soient assurés auprès d'une caisse étatique unique dotée d'un monopole sur l'assurance de base.

La deuxième exigence concerne les primes. L'initiative demande que les primes et réductions de prime individuelles soient remplacées par des cotisations calculées en fonction de la capacité économique des assurés. Toutefois, les auteurs de



l'initiative laissent la question du mode de calcul ouverte. Il est donc difficile d'évaluer les conséquences financières concrètes pour les assurés.

Des conséquences négatives

Une comparaison internationale montre que le système de santé suisse est certes onéreux, mais qu'il fournit des prestations de haute qualité. Une caisse unique

ne permettrait pas de résoudre ce problème d'efficacité. Bien au contraire, les patients verraient la qualité des soins et des prestations se dégrader. Les exemples de caisses uniques à l'étranger montrent que ce système entraîne un allongement des délais d'attente.

Pour toutes informations:
damien.cottier@economiesuisse.ch

economiesuisse lance une étude sur le système de santé

La santé a besoin de réformes. Mais les débats actuels sont pris entre le marteau des mesures d'extension de la planification et du catalogue des prestations et l'enclume du rationnement.

De nécessaires réformes – que d'autres pays ont réalisées – ne sont pas mises en oeuvre en Suisse par la faute des intérêts particuliers et de la méfiance des patients. La grande valeur du système suisse de santé risque d'en souffrir, ce qui menacerait l'excellente position dont jouit notre pays dans ce créneau.

economiesuisse souhaite réaliser une étude en vue de soutenir le processus de réforme de manière constructive. Cette étude s'inspirera de l'approche



La concurrence en matière de qualité est aussi nécessaire

des économistes américains Porter et Teisberg (Harvard et Virginie), qui, dans leur ouvrage «Redefining Health Care», ont replacé le patient au centre de la réflexion. Ces économistes prônent la concurrence en ma-

tière de qualité et montrent que la qualité n'est pas nécessairement onéreuse. En outre, ils invitent à mettre l'accent sur l'innovation dans les processus, les produits et les formes d'organisation. Le professeur Teisberg dirigera les travaux avec l'aide d'un groupe de travail composé de membres d'economiesuisse. Les résultats sont attendus pour le premier semestre 2007.

Pour toutes informations:
stefan.brupbacher@economiesuisse.ch

NOUVELLE PÉRÉQUATION Concurrence fiscale «fair play»

La consultation sur le troisième volet de la réforme de la péréquation a pris fin dernièrement. Globalement, le projet répond aux attentes.

economiesuisse a soutenu la nouvelle péréquation financière (RPT) tout au long de son élaboration. De cette réforme, il faut espérer une revitalisation du fédéralisme, une réponse aux aspirations régionales, des gains d'efficacité de l'Etat, le renforcement de la concurrence fiscale par la mise en place de mécanismes péréquatifs solides et transparents et – autant que possible – le respect de la neutralité budgétaire entre les différents échelons de l'Etat.

Plus d'argent pour les régions

Le volume des flux péréquatifs en direction des cantons faibles s'accroît et il est tenu compte des charges particulières des cantons périphériques et des agglomérations. Il en résulte aussi que les cantons financièrement forts devront davantage s'engager en faveur des régions faiblement dotées en ressources. Les mécanismes de concurrence fiscale intercantonale inhérents au fédéralisme sont ainsi placés sur une base «fair play».

Cas de rigueur discutables

Certains aspects ponctuels restent cependant discutables. En particulier, l'accroissement disproportionné des moyens financiers alloués à la compensation des cas de rigueur n'est pas justifié. Cet instrument, contraire à l'esprit de la RPT, coûte en effet nettement plus cher que prévu avec, pour conséquence, une hausse considérable des dépenses fédérales, ce qui contrevient au principe de neutralité financière. De même, les autorités seraient bien inspirées de montrer plus clairement que la RPT respecte la neutralité financière entre collectivités publiques et assurances sociales.

Pour toutes questions:
jan.perret-gentil@economiesuisse.ch



Au siège principal à Lungern, on aménage un tunnel destiné à permettre aux pompiers de s'entraîner à combattre le feu dans des conditions réelles



En Bolivie, Gasser Felstechnik a consolidé une paroi de rocher sur laquelle apparaissent des empreintes de dinosaures



Explosion provoqué à la Bristenstrasse.

De Gurtellen à la Bolivie

Quand l'appel de la montagne résonne, l'entreprise Gasser Felstechnik AG (OW) répond présente. Elle sécurise les rochers, exploite des carrières, creuse la montagne et vend des explosifs.

Il y a quelques mois, des blocs de pierre ont dévalé la montagne près de Gurtellen, bloquant la circulation sur l'autoroute du Gothard. Une explosion a suffi à sécuriser la paroi. C'est l'entreprise Gasser Felstechnik qui s'en est chargée. Il n'y avait pas à chercher bien loin, puisque le siège de la société se trouve à Lungern, à côté du Brünig, au cœur des Alpes.

Une entreprise familiale depuis trois générations

«Lungern est idéalement situé», selon Thomas Gasser, directeur de Gasser Felstechnik. Les grands centres de Berne, Lucerne et Zurich ne sont pas loin. De plus, la région est parfaite pour le recrutement de personnel, car les collaborateurs doivent être habitués à la montagne. Thomas Gasser appartient à la troisième génération de cette entreprise familiale. C'est son grand-père qui avait fondé l'entreprise en 1922.

Stand de tir dans la montagne

Outre les mesures de minage préventif, l'entreprise effectue

des travaux souterrains, sécurise des rochers et vend des explosifs. A l'heure actuelle, par exemple, l'entreprise travaille sur le chantier d'un tunnel d'exercice à Lungern. A l'avenir, les pompiers

«IL FAUT AVOIR DE L'INTÉRÊT POUR LA PIERRE ET LA ROCHE»

suisses et étrangers pourront s'y entraîner dans des conditions réelles.

Non loin de ce tunnel se trouve le stand de tir «Brünig Indoor», le seul stand de tir à 300 m souterrain, où l'équipe nationale s'entraîne dans les disciplines olympiques et où les nemrods préparent la saison de la chasse. Le fait d'avoir placé ces installations sous terre permet d'absorber le bruit qui, en plein air, s'entendrait à plusieurs kilomètres.

Du boulanger à l'ingénieur

L'entreprise s'est bien développée notamment grâce à ses idées novatrices. Elle compte aujourd'hui 200 collaborateurs, alors qu'ils étaient 50 il y a seu-

lement dix ans. «Nous avons de tout, du boulanger à l'ingénieur. Ce qui compte c'est la motivation et l'intérêt pour la pierre et la roche. Maintenant, la croissance n'est plus une nécessité pour l'entreprise, car le marché est petit.

Dans ce domaine spécialisé, l'essentiel est de proposer des solutions intégrées», explique le directeur. M. Gasser, qui n'aime pas le culte de la personnalité, préfère déléguer une bonne part de responsabilités à ses collaborateurs sur

le terrain. «Quand ils n'ont plus besoin de moi, c'est que j'ai bien fait mon travail.»

Sur les traces des dinosaures

Les mandats étrangers, dont la majorité vient d'Allemagne ou d'Autriche, ne représentent que 5 % à 10 % environ du volume de travail. Un contrat particulier est réalisé dans les Andes boliviennes. Des chercheurs de l'Université de Bâle y ont découvert des empreintes de dinosaures sur une paroi rocheuse verticale. Des collaborateurs de l'entreprise obwaldienne sont actuellement en Bolivie pour sécuriser cette paroi, qui sera peut-être inscrite au patrimoine mondial de l'UNESCO.

Informations supplémentaires:

www.felstechnik.ch

TROIS SOUHAITS DE POLITIQUE ÉCONOMIQUE

1 DES FRONTIÈRES OUVERTES

La Suisse doit ouvrir davantage ses frontières en particulier à l'égard de l'UE. En tant qu'entreprise suisse, il est souvent problématique de travailler dans les pays voisins, notamment en raison des formalités douanières.

2 DIMINUER LA RÉGLEMENTATION

Il importe de maintenir des horaires

de travail aussi flexibles que possible et de diminuer la réglementation.

3 SOUTENIR L'ARTISANAT

Il faut renforcer le soutien en faveur de la formation professionnelle pour les métiers artisanaux. Les artisans sont la moelle épinière des PME; tout le monde n'a pas besoin d'une maturité ou d'un diplôme universitaire.

Poste: exploiter le potentiel d'optimisation dans l'intérêt des clients

Le projet Ymago de la Poste suisse ne va pas assez loin. En comparaison internationale, les propositions sont des plus modestes.

D'une manière générale, economiesuisse salue les propositions de la Poste en vue de continuer à développer un réseau postal couvrant tout le territoire. Mais ce service ne doit pas nécessairement être assuré par des offices postaux coûteux et sous-utilisés. Car le monopole fait payer aux clients les coûts élevés du maintien d'offices postaux vides.

Agences : des avantages clairs

Le projet Ymago propose d'augmenter à 10% environ la part des agences dans le total des offices postaux. economiesuisse pense qu'il serait possible d'aller jusqu'à 50%, tout en garantissant



Les structures sont adaptées en fonction des besoins des clients.

une offre de services postaux plus flexible et plus dense dans tout le pays. En Europe, la part des agences postales se situe fréquemment entre 60% et 90%, sans que la desserte de

base en souffre, au contraire. A la périphérie des agglomérations, comme dans les régions décentralisées, les commerces gagnent ainsi une clientèle qui, en contrepartie, bénéficie d'heures

d'ouvertures plus intéressantes et d'un réseau plus dense. Ainsi, le réseau postal est plus flexible, réagit plus rapidement aux flux de clientèles et partage les coûts fixes avec des partenaires.

Ne pas laisser passer l'occasion

Il serait incompréhensible que les syndicats refusent d'entrer dans ce débat. Les changements proposés sont en phase avec le comportement de la clientèle, l'évolution technologique et les tendances internationales. Si rien n'est fait, la clientèle continuera de payer les tarifs excessifs pour les lettres dont la Poste suisse a le monopole.

Pour toutes questions:

jan.perret-gentil@economiesuisse.ch

COMMANDE DE DOCUMENTATION (compléter et faxer au 022 786 64 50)

- | | | |
|--|---|---|
| <input type="checkbox"/> newsletter
Informations de politique économique destinées aux membres. Gratuit pour toute personne intéressée. Paraît 10x par an. | <input type="checkbox"/> Politique suisse de formation, de recherche et de technologie.
Perspectives à l'horizon 2007. Gratuit. | <input type="checkbox"/> Marché postal: saisir les opportunités de croissance
Prise de position en faveur de l'ouverture complète du marché postal suisse (mars 2006). Brochure gratuite. Téléchargeable sur notre site Internet. |
| <input type="checkbox"/> Courriel hebdomadaire
Informations hebdomadaires par courrier électronique, gratuit. | <input type="checkbox"/> Concept fiscal
Propositions de l'économie en vue du renouvellement du régime financier; 32 pages, Fr. 10.-. | <input type="checkbox"/> Politique européenne: le pragmatisme, garant du succès
Prise de position sur la politique européenne de la Suisse (février 2006). Brochure gratuite. Téléchargeable sur notre site Internet. |
| <input type="checkbox"/> Politique économique 2006
Rapport annuel. Perspectives et points forts. Fr. 50.- + TVA et port. Gratuit sur notre site Internet. | <input type="checkbox"/> Le gouvernement d'entreprise en Suisse
Rapport du prof. Karl Hofstetter. Existe en français, allemand, anglais, Fr. 40.- + TVA et port. | <input type="checkbox"/> Concept des dépenses
Contribution de l'économie au débat sur les finances publiques Fr. 30.- + TVA et port. Téléchargeable gratuitement sur notre site Internet. |
| <input type="checkbox"/> dossierpolitique
Informations hebdomadaires (envoi par courrier, même contenu que le courriel). Gratuit. | <input type="checkbox"/> Dynamique fiscale et concurrence internationale.
Disponible en français et en allemand. Fr. 40.- + TVA et port. Téléchargeable gratuitement sur notre site Internet. | |
| <input type="checkbox"/> Swiss Code of Best Practice
Corporate Governance, en français, anglais, allemand. Gratuit. | | |

CONSULTATIONS

8 décembre 2006

Loi fédérale sur la Promotion Suisse

Contact: gregor.kuendig@economiesuisse.ch

15 décembre 2006

Introduction du passeport biométrique

Contact: thomas.pletscher@economiesuisse.ch

5 janvier 2007

Modification de l'article 86 Cst et création d'un financement spécial en faveur du transport aérien

Contact: gregor.kuendig@economiesuisse.ch

Les Membres souhaitant participer à une consultation peuvent demander le matériel à economiesuisse.

IMPRESSUM

Editeur: economiesuisse, Fédération des entreprises suisses

Rédacteur responsable:

Vincent Simon

Adresse: Carrefour de Rive 1,

CP 3684, 1211 Genève 3

Tél. 022 786 66 81, **Fax** 022 786 64 50

E-mail: vincent.simon@

economiesuisse.ch

Web: www.economiesuisse.ch

Modifications d'adresses:

karin.ben@economiesuisse.ch

Fréquence de parution: 10 x par an

Réalisation: Layout88 GmbH, Zurich

Impression: Imprimerie du

Démocrate, Delémont.

COMMANDE MODIFICATION

NOM ENTREPRISE

PRÉNOM RUE

FONCTION N° POSTAL / LIEU

COURRIEL